

C'est écrit...

Le piège Népal : 12 séquences d'une transition qui se referme

Où se situe Madagascar aujourd'hui ?



D

Lecture de trajectoire simplifiée

Le moment où une transition change de nature

Il est des séquences politiques qui ne font pas de bruit mais qui disent pourtant presque tout. L'arrestation de figures de la Gen Z suivie de l'ouverture parallèle d'un canal de dialogue par la Primature, appartient à cette catégorie. Vu de loin, le pouvoir pourrait plaider l'équilibre. Il serait à l'écoute d'une jeunesse de plus en plus contestataire mais s'attache méthodiquement à contenir les excès de quelques militants. Vu de plus près, le tableau est donc moins rassurant et ne peut que susciter des interrogations.

Les charges évoquées contre plusieurs activistes relèvent de la sûreté de l'État ou de la conspiration criminelle, pendant que le discours officiel continue de parler d'apaisement et d'ouverture. C'est précisément ce mélange qui doit alerter. En avril 2026, plusieurs observateurs internationaux ont signalé une répression croissante contre des activistes Gen Z à Madagascar, tandis que le FMI constatait de son côté un contexte économique encore fragilisé tout en s'attendant à la préparation d'une loi de finances rectificative pour 2026¹.

Le point de bascule est donc là. Il tient dans un contraste simple : des jeunes sont interpellés au nom de la sûreté de l'État pendant qu'en surface le pouvoir continue de parler d'apaisement, de dialogue et de jeunesse.

En quelques jours, la même séquence a produit deux images incompatibles en apparence : des activistes arrêtés au nom de la sécurité de l'État, et un pouvoir qui se remet en scène comme interlocuteur raisonnable de la jeunesse. C'est souvent ainsi que les transitions commencent à se refermer : non dans le fracas d'une rupture assumée, mais dans l'installation d'un double langage.

Le plus significatif, dans la séquence récente, n'est pas seulement l'arrestation d'activistes. C'est le montage politique d'ensemble. D'un côté, le registre de la sûreté de l'État. De l'autre, l'ouverture d'un dialogue balisé par la Primature. Cette combinaison n'est pas une contradiction. C'est déjà une méthode en elle-même. Elle consiste à isoler les figures jugées menaçantes, tout en fabriquant des interlocuteurs plus faciles à gérer.

Une transition ne change pas seulement de nature quand elle dissout un Parlement, interdit les partis ou proclame l'état d'exception. Elle se dénature quand elle commence à choisir quelle jeunesse elle accepte d'entendre et quels manifestants elle décide de considérer comme étant des menaces potentielles. C'est à ce moment précis que la contestation cesse d'être un fait politique pour devenir un problème de sécurité. Dans la grille de lecture établie par Diapason, Madagascar se situe désormais entre la requalification de la contestation, le début du verrouillage et une phase déjà visible de civilisation de façade.

Ce basculement n'a rien d'exceptionnel. Il obéit à une mécanique déjà observée ailleurs sur le continent africain : une contestation ouvre une brèche, un pouvoir nouveau s'installe en promettant la rupture, puis, face à l'impatience sociale et à l'absence de résultats rapides, la logique du contrôle commence à prendre le pas sur celle de la transformation.

¹ <https://www.theguardian.com/world/2026/apr/20/madagascar-gen-z-protesters-fear-new-regime>

Le piège n'est pas népalais au sens géographique. Il est historique

Le piège Népal² ne renvoie pas d'abord à un pays. Il est la résultante d'une mécanique connue. Une colère sociale fait sauter un verrou. Un pouvoir ancien vacille. Une force mieux organisée que la rue, souvent militaire ou politico-sécuritaire, s'installe au centre du jeu au nom de la stabilisation. Elle reprend les mots du mouvement, se couvre du vocabulaire de la refondation, puis réorganise le rapport de force à son avantage. La victoire symbolique reste dans les mains de la rue. La maîtrise de l'État passe ailleurs. Le dossier Diapason résume cela comme un cycle de victoire sans refondation réelle, de vide de leadership, puis de reprise en main par les élites ou l'armée.

Une leçon simple est à tirer de l'observation de ce cycle. Les transitions échouent rarement au moment de la rupture. Elles échouent quand les promesses formulées dans l'enthousiasme des premiers jours rencontrent la lenteur des structures réelles. L'eau ne revient pas. L'électricité ne se stabilise pas. La corruption ne recule pas visiblement. La dignité promise ne se matérialise pas. Alors la légitimité initiale se fissure. La contestation revient. Et le nouveau pouvoir doit choisir. Transformer plus vite ou contenir davantage. L'expérience africaine montre qu'à ce stade, beaucoup de régimes choisissent moins la réforme que le contrôle.

Pour savoir ce que devient une transition, il faut donc moins écouter ce qu'elle dit d'elle-même que regarder ce qu'en ont fait d'autres régimes confrontés au même moment de vérité.

Le couloir tchadien et gabonais

Pour comprendre le moment malgache, il faut regarder du côté du Tchad et du Gabon. Non parce que les contextes seraient identiques, mais parce qu'ils montrent la même opération politique. Au Tchad, Mahamat Idriss Déby a converti une prise de pouvoir exceptionnelle en trajectoire électorale. Au Gabon, le pouvoir issu du coup d'août 2023 a lui aussi remis du référendum, de la présidentielle et du vocabulaire de la rénovation dans le décor. Dans les deux cas, la forme civile n'a pas effacé le rapport de force initial. Elle l'a rendu plus présentable.

C'est ce couloir là que Madagascar semble vouloir emprunter. Pas encore la fermeture ouverte ni la suspension assumée du politique mais plutôt un stade plus souple, plus maîtrisé, souvent plus redoutable : on parle de dialogue, on remet du civil en vitrine, on sélectionne les interlocuteurs, on judiciaire les plus dérangeants, et l'on reprend la main sur le récit. Le pouvoir ne ferme pas encore tout. Il commence juste à refermer l'essentiel.

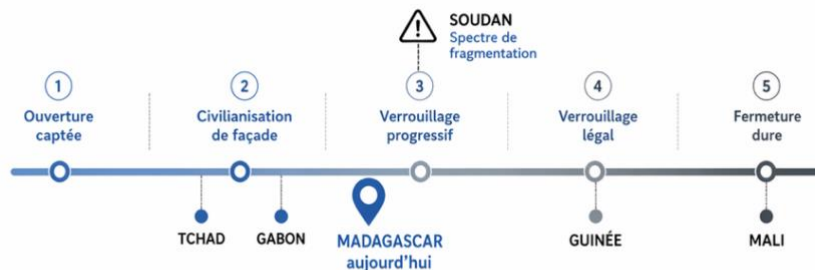
² <https://www.diapason.mg/le-piege-nepal-sous-la-vague-generation-z-la-recomposition-du-monde-dossier/>

Transitions africaines : où se situe Madagascar ?

5 pays à mettre en miroir pour comprendre la phase actuelle

	SOUDAN	La rue ouvre, l'armée recentre, puis le centre se fracture. Le grand avertissement : une transition captée peut finir en conflit ouvert.	Risque extrême
	TCHAD	La junte troque l'uniforme contre le bulletin de vote. Civilianisation de façade : on remet du civil, sans lâcher l'essentiel.	Façade électorale
	GABON	Le coup d'État cherche une légitimité démocratique. Référendum, élection, discours de rénovation : une normalisation par les formes.	Normalisation
	GUINÉE	Le verrouillage passe aussi par la loi. La fermeture devient juridique et administrative.	Verrouillage légal
	MALI	Après la transition, le politique est mis hors jeu. Stade avancé : suspension puis neutralisation du pluralisme.	Fermeture dure

Lecture de trajectoire



La lecture la plus juste : **Madagascar n'est pas encore au stade malien. Il se situe plutôt dans le couloir tchadien-gabonais, avec un début de verrouillage et, en arrière-plan, le spectre soudanais.**



Idée-force : le vrai test d'une transition n'est pas qu'elle accepte de recevoir la jeunesse, mais qu'elle accepte que cette jeunesse continue à lui dire non.

Le spectre soudanais

Mais derrière ce couloir, une autre image se profile : celle du Soudan. En 2019, la rue y fait tomber Omar el Béchir. Quelques mois plus tard, militaires et civils signent un partage du pouvoir censé conduire à des élections. En 2021, l'armée interrompt la transition. En 2023, la rivalité entre l'armée et les RSF débouche sur la guerre. En quelques années, une transition née d'une promesse politique bascule dans une lutte armée pour le centre de l'État.

Le Soudan n'est pas un modèle à plaquer sur Madagascar. Il est un avertissement. Il rappelle qu'une transition captée peut rester gérable un temps, pour devenir explosive quand les attentes sociales demeurent, que la jeunesse refuse l'épuisement et que le centre du pouvoir se fragmente. Le risque n'est alors plus seulement autoritaire. Il devient systémique. Quand la politique n'absorbe plus le conflit, c'est la force qui le récupère.

La marche suivante est déjà lisible

Si la trajectoire actuelle se confirme, la séquence la plus plausible, au regard des trajectoires africaines comparables, est désormais assez lisible. Le pouvoir cherchera moins à affronter toute la jeunesse qu'à la trier et la diviser. D'un côté, une jeunesse patriotique, responsable, compatible avec l'ordre et admise dans le cadre du dialogue. De l'autre, une jeunesse jugée manipulée, financée, infiltrée ou déstabilisatrice. Ce travail de distinction est déjà perceptible dans le traitement politique et narratif des récentes arrestations³.

Ensuite, la répression restera sans doute sélective. Pas forcément des rafles massives. Plutôt des convocations, des gardes à vue, des procédures floues, des signaux disciplinaires envoyés à quelques figures visibles pour refroidir un espace plus large. C'est l'économie contemporaine du verrouillage. Peu de bruit. Beaucoup d'effet.

Puis viendra l'approfondissement de la façade. Le régime conservera probablement le lexique de la refondation, de la transition, de la reconstruction et de la responsabilité économique. Ce n'est pas secondaire. C'est même indispensable pour tenir à la fois la scène intérieure et la scène extérieure. Le communiqué du FMI du 7 avril 2026 est éclairant sur ce point. Il montre un régime soucieux de préserver un récit de continuité budgétaire, de mobilisation des recettes et de relance, malgré les chocs internes et externes. Cela dessine une articulation classique entre durcissement politique interne et respectabilité macroéconomique externe⁴.

Le piège pour la Gen Z

Le danger pour la Gen Z est donc double. Le premier est répressif. Le second est politique. Répressif, parce qu'un mouvement affaibli par la peur, les procédures et l'usure peut perdre sa capacité d'initiative. Politique, parce qu'un mouvement sans architecture commune, sans porte-parole mandatés, sans stratégie de sortie et sans coalition sociale plus large peut être fractionné en quelques semaines. Le piège se referme quand l'énergie reste du côté de la rue et que la capacité d'organisation passe du côté du pouvoir.

En près de sept mois, la Gen Z n'a pas encore réussi à se doter d'une structure politique identifiable, ni même d'une organisation minimale capable d'articuler stratégie, représentation et discipline collective. Le mouvement reste hyper-fragmenté, dispersé entre figures locales, indignations numériques, relais diasporiques et initiatives sans centre commun. C'est précisément cette dispersion qui le rend vulnérable au rouleau compresseur militaire actuellement lancé. Il lui reste pourtant une possibilité de rebond : **passer de la viralité à l'architecture, désigner quelques porte-parole légitimes, fixer des priorités communes** et transformer une colère diffuse en capacité politique organisée.

Une colère sans structure impressionne un pouvoir. Une colère structurée commence à le contraindre. Toute la différence est là.

C'est ici que l'histoire peut encore bifurquer. Ni par le romantisme de l'émeute, ni par la pureté morale des slogans. Mais par la structuration. Le dossier Diapason sur le piège Népal insiste

³ <https://www.theguardian.com/world/2026/apr/20/madagascar-gen-z-protesters-fear-new-regime>

⁴ <https://www.imf.org/en/news/articles/2026/04/07/pr26111-madagascar-imf-concludes-mission-the-combined-3rd-and-4th-rev-of-ecf-and-rsf-arr>

sur cette nécessité. Sortir du cycle suppose de transformer la colère en compétence, la vitesse en vision et l'émotion en stratégie. Autrement dit, bâtir une coalition civique entre jeunesse, PME, syndicats et diaspora, adossée à des objectifs institutionnels clairs, comme la crédibilité du processus électoral, la traçabilité des finances publiques et des réformes mesurables sur les services essentiels.

C'est écrit dans l'histoire, non dans le destin

Rien de tout cela n'est écrit au sens d'une fatalité. C'est écrit dans l'histoire au sens d'une répétition lisible. Quand une transition née d'une contestation commence à criminaliser ceux qui l'ont rendue possible, tout en sélectionnant les interlocuteurs qu'elle juge présentables, elle entre dans une phase connue. Celle de la normalisation autoritaire non assumée. Celle où le pouvoir ne transforme plus le réel. Il apprend à le contenir. Celle où l'ouverture subsiste dans les mots, pendant que la fermeture avance dans les pratiques.

L'histoire a cette dure leçon : lorsqu'un peuple n'apprend pas de ses propres cycles, il finit souvent par les revivre. Le peuple malgache peut encore éviter de perdre de nouvelles années, non par l'abandon à la colère, mais en prenant lucidement son destin en main, en s'organisant, en se structurant et en imposant une exigence politique qui dépasse les réflexes de répétition.

Madagascar n'est pas encore au stade malien ou burkinabè, où la politique elle-même est suspendue ou explicitement disqualifiée. Le pays se situe plutôt dans un couloir tchadien et gabonais, avec déjà un début de verrouillage, et en arrière-plan, le spectre soudanais. Le test n'est plus celui de l'écoute proclamée. Il est celui de la contradiction tolérée. Une transition reste politique tant qu'elle supporte encore qu'une jeunesse lui dise non. Le jour où ce non devient un risque d'État, elle a déjà commencé à changer de nature.

Sources et traçabilité

Cet article s'appuie d'abord sur deux références internes à Diapason : le dossier Le piège Népal⁵, consacré aux mécaniques de captation des mouvements générationnels, et la note De la rupture promise à la sûreté de l'État⁶, qui situe Madagascar entre requalification de la contestation, début du verrouillage et civilianisation de façade.

Il est ensuite recoupé avec plusieurs sources externes récentes : la couverture de The Guardian sur les arrestations d'activistes Gen Z à Madagascar, le communiqué du FMI du 7 avril 2026 sur la trajectoire budgétaire et macroéconomique du pays, ainsi que des dépêches Reuters sur les trajectoires comparées du Tchad, du Gabon et du Soudan.

Méthode : croisement entre matériau Diapason, presse internationale de référence et sources institutionnelles, avec prudence sur les analogies et sans assimilation mécanique entre les cas.

Rédaction - Diapason

⁵ <https://www.diapason.mg/le-piege-nepal-sous-la-vague-generation-z-la-recomposition-du-monde-dossier/>

⁶ <https://www.diapason.mg/de-la-rupture-promise-a-la-surete-de-letat/>